

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP 2320

DANS CE NUMÉRO

---

Edition du  
09 mars 2021

**Votations: il y a privé et privé** (Yvette Jaggi)

Les citoyens suisses ont rejeté la gestion privée de leurs données et les Lucernois ont accepté une SA d'intérêt public

**L'UDC n'a de cesse de creuser son sillon** (Jean-Daniel Delley)

Une politique partisane de la provocation qui sème la méfiance et lance des pommes de discorde

**À la poursuite de la ressource «pub»** (Jacques Guyaz)

Les éditeurs en lutte contre les réseaux sociaux: le conflit en Australie, la prudence en Suisse

**Boycotter Pékin 2022 ou mettre les points sur les i** (Michel Rey)

Les Jeux olympiques de Pékin se profilent. L'appel au boycott est lancé contre les atteintes aux droits de l'homme, mais la Suisse piétine

## Votations: il y a privé et privé

Les citoyens suisses ont rejeté la gestion privée de leurs données et les Lucernois ont accepté une SA d'intérêt public

---

Yvette Jaggi - 09 mars 2021 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/38574>

Le récent refus à deux contre un de la loi sur les services d'identification électronique (LSIE) a principalement pour cause le rôle important que jouent des entreprises privées dans la transmission aux utilisateurs, c'est-à-dire aux prestataires de services en ligne, des données personnelles reçues de la Confédération.

Par leur vote, les citoyens de tous les cantons ont démontré leur aversion pour toute aliénation formelle d'un service public. En l'occurrence, il s'agit bel et bien d'un transfert de données dignes d'une protection avancée, en vue d'une exploitation le plus souvent commerciale.

Or, curieusement, le jour de la votation sur la LSIE, les citoyens du canton de Lucerne approuvaient, dans la même proportion de 65 %, un [crédit](#) de 53,5 millions de francs destiné au financement de la planification et du développement du campus de la Haute école spécialisée de Lucerne. Sis à Horw, cet important aménagement devrait accueillir dès 2030 le département *Technique et Architecture* dans ses locaux actuels assainis et agrandis, ainsi que la Haute école pédagogique, présentement installée sur huit sites différents en ville de Lucerne.

Le crédit d'étude et de développement précité servira à la constitution d'une Société anonyme d'intérêt public, un statut peu connu bien que dûment prévu par le Code des obligations ([art.620, al.3](#)). Elle sera dotée d'un capital entièrement versé par le canton de Lucerne, dont les représentants composeront le Conseil d'administration.

Cette réalité n'a pas empêché les élus socialistes et verts au Grand conseil de s'opposer, le 20 octobre dernier, à une opération qui leur paraissait une inadmissible privatisation. Sauf qu'ils n'ont pas fait campagne contre le décret, négligeant même de constituer un comité *ad hoc*.

En revanche, dans leur grande majorité, les citoyens lucernois ne s'y sont pas trompés. Ils ont compris que la fameuse SA n'était pas une manifestation du capitalisme d'État, mais tout simplement un instrument adéquat pour servir une finalité indiscutée.

Les cas bien différents de la loi fédérale LSIE et du décret portant création de la SA lucernoise illustrent le risque de prendre certains mots, tel celui de privatisation, pour des épouvantails.

## L'UDC n'a de cesse de creuser son sillon

Une politique partisane de la provocation qui sème la méfiance et lance des pommes de discorde

---

Jean-Daniel Delley - 04 mars 2021 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/38542>

Dimanche 28 février. Sur la RTS, le [journal télévisé](#) de 19h30 débute par une séquence à la tonalité grave. À en croire le commentaire, la colère gronde dans la rue contre les restrictions

imposées par le Conseil fédéral face à la pandémie; en réalité 300 personnes à Genève, 800 à Neuchâtel. Le parlement serait sur le point de reprendre la direction des opérations et

d'assouplir des mesures de moins en moins acceptées par la population.

Vu et entendu de l'étranger, on pourrait croire à une situation pré-révolutionnaire. Il faut dire que certains députés y ont contribué. La [décision](#) d'une commission parlementaire met clairement en question l'équilibre des pouvoirs en voulant fixer dans la loi la date de réouverture des cafés-restaurants et autres institutions culturelles et sportives. En condamnant au silence la [task force scientifique](#), dont les avis sont jugés catastrophistes, elle n'hésite pas à introduire une forme de censure.

### Négatif à tout prix

À quoi il faut ajouter le refus de certains cantons de se plier à l'interdiction d'ouverture des terrasses sur les pistes de ski. Cette propension à résister aux injonctions de la politique sanitaire ne résulte pas seulement d'une lassitude face à une pandémie dont on peine à entrevoir la fin.

Elle se nourrit d'une attitude systématiquement négative manifestée par l'UDC, dès le début de la crise. Ce parti n'a cessé de minimiser les risques et de critiquer les mesures du Conseil fédéral. Il ose maintenant parler de dictature comme l'[affirment à l'unisson](#) son président Marco Chiesa ainsi que les Blocher père et fille. Le gouvernement fait montre d'un «*comportement digne des talibans*» s'exclame Roger Köppel, le parlementaire zurichois et patron de l'hebdomadaire *Die Weltwoche*, jamais en reste d'une provocation, même des plus absurdes.

Pourtant ce dénigrement des autorités ne date pas de l'apparition de la Covid-19. En 2014 déjà, [Blocher](#) part en croisade contre la «*dictature des élites politiques*» préparant en catimini l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne et bafouant la volonté populaire. Il remet ça en 2016, dénonçant «*un coup d'État silencieux*» mené par le Conseil fédéral, le parlement, l'administration et la justice. Des institutions qu'il [qualifie](#) en 2018 d'escrocs, de menteurs et de traîtres dans le cadre de la campagne pour l'initiative d'autodétermination.

### Populisme, nationalisme... exacerbation des conflits

Voilà plusieurs décennies que l'UDC disqualifie les autorités et magnifie un peuple qu'elle prétend représenter, quand bien même elle perd la plupart des consultations populaires. Plusieurs décennies qu'elle stigmatise étrangers et requérants d'asile, leur imputant tout à la fois hausse de la criminalité, crise du logement, saturation des voies de circulation et des transports publics autant que mise en danger de l'identité nationale.

Si ce parti a rarement convaincu une majorité dans les urnes, il a néanmoins creusé sans répit un sillon qui a laissé des traces dans la vie politique. Qu'on pense par exemple au durcissement répété de la législation sur l'asile, à la paralysie progressive du Conseil fédéral et des partis dans le dossier européen. L'UDC a instillé la crainte chez ses adversaires qui préfèrent anticiper ses attaques plutôt que de riposter. Et qui maintenant s'alignent sur elle, comme le montre la [proposition susmentionnée](#) de révision de la loi Covid-19, présentée par ses représentants et appuyée par leurs collègues PLR et centristes.

À l'ouverture de la [présente session parlementaire](#), le président du Conseil national et celui du Conseil des États, tous deux élus UDC, ont appelé au *fair play* et au respect mutuel face à l'ambiance toujours plus agressive et intransigeante. Or leur parti a méthodiquement contribué à créer cette ambiance. Quand on a soi-même diffusé le poison dans l'organisme, il est pour le moins paradoxal d'en fustiger les effets. À l'instar d'un Ueli Maurer qui ne s'est pas privé à plusieurs reprises de critiquer les décisions de l'exécutif pour ensuite voler au secours de son collègue Berset accusé de dérive dictatoriale. Les partis bourgeois n'ont rien à gagner d'un *flirt* avec une formation qui contribue à l'érosion de la culture politique et à l'exacerbation des conflits: cette formation seule engrangera les dividendes. Ni le PLR ni le nouveau Centre ne gagneront à se faire les porteurs d'eau d'un parti qui joue son succès au poker de l'affaiblissement des institutions.

# À la poursuite de la ressource «pub»

Les éditeurs en lutte contre les réseaux sociaux: le conflit en Australie, la prudence en Suisse

Jacques Guyaz - 08 mars 2021 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/38559>

Facebook, Google et les autres tiennent à leur image d'héritiers du culte de la liberté californienne... du moins tant que leurs intérêts directs ne sont pas en cause ! Le cas échéant, ces entreprises montrent alors ce qu'elles sont réellement: des institutions froides, prêtes à user de leur puissance financière pour parvenir à leurs fins.

[L'Australie](#) vient d'en faire l'expérience. Elle a adopté une loi obligeant les plateformes numériques à rémunérer les entreprises médiatiques dont elles hébergent des contenus, articles de presse, émissions de radios, dessins et autres. Les médias australiens ayant subi un siphonnage de leurs recettes publicitaires par les *Big Techs* américaines, ces revenus ont subi une chute de 70 % et nombre d'éditeurs ont fait faillite.

Facebook a entamé une épreuve de force avec le gouvernement australien en bloquant toutes les publications d'articles sur ses pages, y compris les avis de services d'urgence et les publications officielles. Les Australiens, qui utilisent massivement l'entreprise de Mark Zuckerberg, se sont vus privés sans avertissement d'informations essentielles sur des risques de crues dans certaines régions ou de dangers d'incendie.

Bien entendu tous ces avertissements restaient disponibles ailleurs, sur les pages officielles notamment. Mais Facebook compte particulièrement, semble-t-il, pour l'information de la population sur l'île continent.

## Rétropédalage

Finalement le gouvernement australien a renoncé à [imposer une règle uniforme](#). Facebook a retiré son blocage et chaque groupe de presse pourra conduire des négociations séparées avec le réseau social pour obtenir une rémunération à chaque publication de contenus.

Google n'a pas suivi Facebook dans l'épreuve de force. Après avoir menacé de suspendre ses services, le moteur de recherche a négocié un accord avec *NewsCorp*, l'entreprise de l'Australien Rupert Murdoch qui détient les principaux médias de son pays d'origine. La publication d'articles de *NewsCorp* sur une nouvelle plateforme de Google, baptisée [News Showcase](#), sera rémunérée.

Pour sa part, Microsoft qui dépend faiblement des annonceurs - pas plus de 5 % de ses revenus pour son moteur de recherche Bing - a déclaré qu'il appliquerait les législations nationales. Peu soutenu par les autres plateformes, Facebook a donc dû faire un pas en arrière et le gouvernement australien également.

On parle toujours globalement des GAFAM. Or il y a une différence fondamentale entre elles: Microsoft, Apple et Amazon vendent des produits réels alors que Facebook et Google se développent uniquement grâce aux annonceurs.

## Et pied d'argile

La violence de la réaction de Facebook témoigne d'une volonté de ne rien céder et aussi sans doute d'une fragilité fondamentale. Facebook se finance à 98 % par la publicité et ne verse rien pour les contenus publiés sur ses pages. Si le réseau doit commencer à payer des droits, il entre dans une logique d'échange marchand qui lui est très étrangère.

Dans cette affaire, l'Australie, déjà en butte à un boycott chinois pour avoir écarté Huawei du marché de la 5G, n'a reçu [aucune marque de solidarité](#) de la part des pays européens, ni d'ailleurs de l'Union européenne. Seul Thierry Breton, le commissaire au marché intérieur et au numérique, a exprimé un soutien à Canberra.

Et en Suisse ? Pour l'instant - comme dans tous les pays d'Europe - un prudent statu quo s'est

établi entre les réseaux sociaux et les grands éditeurs, [Ringier Axel Springer](#) et Tamedia étant les seuls à être vraiment concernés par ce choc de titans. Pour l'instant, le premier a pris les devants en créant [Upday](#), un agrégateur de contenus installé sur les smartphones de la marque Samsung, mais qui peut être téléchargé

sur n'importe quel appareil.

Le but semble être de maintenir le contrôle sur toute la chaîne de publication et d'éviter que les publicités financent Facebook. Cette fragile stratégie réussira-t-elle ? Les grandes manœuvres ne font que commencer.

## Boycotter Pékin 2022 ou mettre les points sur les i

Les Jeux olympiques de Pékin se profilent. L'appel au boycott est lancé contre les atteintes aux droits de l'homme, mais la Suisse piétine

Michel Rey - 06 mars 2021 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/38553>

Plus de 180 associations politiques et de défense des droits de l'homme [appellent](#) les gouvernements du monde entier à boycotter les Jeux olympiques d'hiver prévus à Pékin en 2022. [Parmi les signataires](#), figurent le Congrès mondial ouïghour - organisation basée en Allemagne, le Réseau international pour le Tibet et WeTheHongKongers, militant pour l'autodétermination du territoire. Cependant, cette revendication plurielle ne risque pas d'être entendue surtout, peut-être, depuis que l'administration Biden a indiqué qu'elle ne suivrait pas ces appels.

Pour sa part, le Comité international olympique (CIO) estime qu'un boycott ne sert absolument à rien, sinon à nuire aux athlètes. Il a déclaré que les préoccupations formulées par les ONG probocott ont été, et sont abordées avec le gouvernement chinois et les autorités locales.

Le ministère chinois des Affaires étrangères estime, quant à lui, *«qu'il est extrêmement irresponsable de vouloir perturber ou faire obstacle aux préparatifs et à la tenue normale des Jeux olympiques pour des motifs politiques»*. Et les [opposants](#) savent pertinemment que Pékin s'en moque et n'hésite pas à menacer les contestataires.

### Les jeux d'hiver, apanage des régimes autoritaires

Le CIO peine à trouver des pays démocratiques prêts à organiser les Jeux d'hiver. En Suisse, les citoyens des cantons de Vaud, des Grisons et du Valais les ont refusés en votations populaires. Des refus similaires ont été exprimés en Norvège, en Suède et en Allemagne. Ils ont été justifiés par deux types de doutes: les apports escomptés pour le tourisme ainsi que leur compatibilité avec un développement durable.

Pour rappel, Pékin a déjà organisé les Jeux d'été en 2016. Les jeux d'hiver de 2022 lui ont été accordés par défaut. Il ne restait, en effet, dans la course que la Chine et le Kazakhstan. Deux régimes autoritaires, donc.

Depuis plusieurs décennies, les tentatives de boycotter les Jeux olympiques sont récurrentes. C'est ainsi que trois pays européens - l'Espagne, les Pays-Bas et la Suisse - avaient renoncé à participer aux jeux de 1956 à Moscou, pour réagir à l'invasion soviétique en Hongrie quelques mois plus tôt. En 1980, à l'initiative des États-Unis, 51 pays ont boycotté les jeux de la même Moscou et les athlètes de 15 d'entre eux, dont les Suisses, ont défilé, sans leur drapeau national, derrière la seule bannière internationale du CIO.

En réponse à une [interpellation](#) demandant le boycott des Jeux d'hiver de Sotchi, en 2013, le Conseil fédéral avait affirmé que la Suisse exprimait ses inquiétudes au sujet des droits de l'homme lors d'entretiens bilatéraux ou dans les enceintes multilatérales. À l'invitation du gouvernement russe, le président de la Confédération et le chef du Département de la défense, de la protection de la population et des sports avaient officiellement représenté le pays à ces jeux.

Les JO d'hiver n'ont certainement pas le retentissement des JO d'été. Ils concernent un moins grand nombre de sports et de pays. S'ils n'intéressent pratiquement pas les pays de l'hémisphère sud, ils présentent en revanche un intérêt plus évident pour la Suisse. D'ailleurs, selon Swiss Olympic, environ 180 athlètes la représenteront à Pékin.

### **Boycott ou *starting-block* ?**

Le boycott ne va pas infléchir la politique intérieure chinoise, pas plus qu'il n'a provoqué des changements à l'occasion des Jeux de Pékin en 2008 - ni de Moscou en 1980. Néanmoins, la formulation de menaces de boycott permet de braquer le projecteur sur les atteintes aux droits humains et de mobiliser des acteurs qui pourraient avoir de l'influence. Ainsi la campagne de 2008 avait permis de mettre en lumière la situation au Tibet.

Les relations de la Suisse avec la Chine font débat. En matière économique, les intérêts sont capitaux. En 2013, un accord de libre-échange

avec Pékin a été signé, 5,5 % des exportations helvétiques sont destinées à la Chine. Elle représente le troisième plus grand partenaire commercial du pays, après l'Union européenne et les États-Unis.

Mais la Suisse n'a pris conscience que tardivement d'une réalité: le développement économique ne conduit pas à la démocratisation escomptée. Aussi, la défense des droits de l'homme en Chine n'a-t-elle que progressivement occupé la scène médiatique et l'agenda politique (DP 2290). De nombreuses interventions parlementaires ont été déposées. Cependant, les autorités peinent à afficher clairement leur position. Elles affirment agir bilatéralement et discrètement auprès des autorités chinoises. Quant au Conseil fédéral, il répond généralement en termes strictement juridiques, se contentant d'appeler au respect du droit international.

Jusqu'à maintenant, la défense des intérêts économiques a nettement la priorité sur la défense des droits humains. Une position de plus en plus difficile à défendre avec un pays refusant les leçons et menaçant de représailles économiques ceux qui le critique.

Le Département des affaires étrangères a annoncé la publication de sa stratégie pour la Chine. Permettra-t-elle de rééquilibrer la défense des intérêts économiques et des droits humains ? Une intervention parlementaire concernant la participation des athlètes suisses aux JO 2022 de Pékin, et surtout la présence des membres du gouvernement, pourrait contribuer à clarifier les relations.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour tablettes, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **Votations: il y a privé et privé**

<https://www.luzernerzeitung.ch/zentralschweiz/luzern/abstimmung-im-kanton-luzern-ueber-den-ausbau-des-campus-horw-ld.2110613>

[https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/27/317\\_321\\_377/fr?print=true&printId=%23art\\_620](https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/27/317_321_377/fr?print=true&printId=%23art_620)

### **L'UDC n'a de cesse de creuser son sillon**

<https://www.rts.ch/play/tv/19h30/video/la-pression-partout-qui-monte-dans-toute-la-suisse-pour-demander-au-conseil-federal-un-assouplissement-des-mesures-?urn=urn:rts:video:12009485>

<https://www.parlament.ch/press-releases/Pages/mm-wak-n-2021-02-27.aspx>

<https://www.tdg.ch/faut-il-baillonner-la-task-force-federale-covid-19-304829095783>

[https://www.swissinfo.ch/fre/d%C3%A9mocratie-suisse\\_la-pol%C3%A9mique-enfle-apr%C3%A8s-des-accusations-de--dictature--dans-la-gestion-de-la-pand%C3%A9mie/46416678](https://www.swissinfo.ch/fre/d%C3%A9mocratie-suisse_la-pol%C3%A9mique-enfle-apr%C3%A8s-des-accusations-de--dictature--dans-la-gestion-de-la-pand%C3%A9mie/46416678)

<https://www.laliberte.ch/news-agence/detail/christoph-blocher-veut-protéger-la-suisse-contre-la-dictature/246994>

<https://www.letemps.ch/suisse/christoph-blocher-suisse-voie-dictature>

<https://www.nzz.ch/schweiz/gaunersyndikat-doch-nicht-die-eu-sagt-christoph-blocher-ld.1370244>

<https://www.parlament.ch/press-releases/Pages/mm-wak-n-2021-02-27.aspx>

[https://www.parlament.ch/fr/services/news/Pages/2021/20210301172442431194158159038\\_bsf151.aspx](https://www.parlament.ch/fr/services/news/Pages/2021/20210301172442431194158159038_bsf151.aspx)

### **À la poursuite de la ressource «pub»**

<https://www.infosperber.ch/medien/ein-seltsamer-staats-medien-filz/>

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/02/25/en-australie-facebook-sauve-l-essentiel-sa-liberte-de-negocier\\_6071168\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/02/25/en-australie-facebook-sauve-l-essentiel-sa-liberte-de-negocier_6071168_3234.html)

<https://blog.google/products/news/google-news-showcase-launches-australia/>

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/25/jean-marie-cavada-la-bataille-de-l-australie-contre-les-gafa-nous-concerne-tous\\_6071191\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/25/jean-marie-cavada-la-bataille-de-l-australie-contre-les-gafa-nous-concerne-tous_6071191_3232.html)

[https://www.nzz.ch/wer\\_liberal\\_ist\\_verteidigt\\_geistiges\\_eigentum-1.7549626](https://www.nzz.ch/wer_liberal_ist_verteidigt_geistiges_eigentum-1.7549626)

<https://www.upday.com/fr/>

### **Boycotter Pékin 2022 ou mettre les points sur les i**

<https://www.rfj.ch/rfj/Sport/Autres-sports/A-J-365-l-ombre-du-Covid-et-des-appels-au-boycott.html>

<https://www.letemps.ch/sport/pekin-2022-une-repression-jeux>

<https://www.youtube.com/watch?v=jGbi4tAjU9U>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20134136>